57. Mais ce dont l'Organisation a besoin maintenant, c'est d'une conception entièrement nouvelle des activités d'information. En effet, l'opinion publique néglige quelque peu l'Organisation et cela non pas par la faute du Service de l'information mais parce que la presse donne non pas des informations mais des renseignements erronés. Certes, la faute n'est pas à imputer aux correspondants de presse, qui dans l'ensemble sont bons, mais aux rédacteurs en chef qui transforment les renseignements qui leur sont communiqués. Un moyen idéal de remédier à la situation actuelle serait, pour l'Organisation, de disposer d'un satellite pour diffuser les informations qui la concernent. Mais cela n'est malheureusement pas possible. Une autre possibilité serait, pour l'Organisation, de disposer d'une station émettrice radio qui diffuserait directement les débats des divers organes dans toutes les langues du monde. Mais, là également, il faudrait avoir recours à un satellite, et cela ne pourrait se faire avant les années 1980.

58. Les communiqués de presse publiés actuellement par le Service de l'information jouent certes un rôle important, mais ils sont dans l'ensemble trop longs, et les correspondants de presse n'ont ou ne prennent pas le

temps de les lire entièrement. On pourrait réduire le tirage de ces communiqués et mettre à la disposition des intéressés des machines à photocopier dont ils pourraient se servir, en payant, pour reproduire uniquement les informations qui les intéressent. Ce serait par la même occasion une source de revenus pour l'Organisation.

59. L'Organisation s'enlise de plus en plus, année après année, dans la bureaucratie. Si tout le monde était au courant de ce qui se passe à l'Organisation, les gouvernements choisiraient certainement mieux leurs représentants à l'ONU, et ceux-ci, à leur tour, feraient un travail plus positif et rendraient l'Organisation plus dynamique.

60. Il importe au plus haut point que le Service de l'information fasse connaître au monde ce qui se fait à l'Organisation pour que l'opinion publique puisse faire pression sur les gouvernements afin que ceux-ci changent de politique; cela n'est possible que si l'on modifie la conception des activités d'information de l'Organisation.

La séance est levée à 13 h 25.

1643^e séance

Lundi 14 octobre 1974, à 10 h 40.

Président : M. Costa P. CARANICAS (Grèce).

A/C.5/SR.1643

POINT 73 DE L'ORDRE DU JOUR

Budget-programme pour l'exercice biennal 1974-1975
(suite) [pour les documents A/... et A/C.5/...
antérieurs, voir la 1640^e séance; A/9608/Add.5 à 7,
A/C.5/1616, A/C.5/L.1172]

Politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information (fin)
[A/9608/Add.3, A/C.5/1605]

1. M. AKATANI (Sous-Secrétaire général à l'information), répondant à une question posée par le représentant de la France à la séance précédente au sujet du Centre de l'information économique et sociale, dit que le Comité interorganisations du programme de l'information dont il est question au paragraphe 16 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/1605) est un mécanisme permanent de coordination entre tous les services d'information. Ce comité a pour objet d'établir un système d'information commun à tous les organismes des Nations Unies. A cette fin, il coordonne les politiques d'information des organismes des Nations Unies, donne des directives générales et aide à planifier les activités dans ce domaine et, par l'intermédiaire de son secrétariat permanent, tient chaque service d'information au courant de ce que font ses homologues pour éviter les chevauchements de projets et assurer leur coordination. Dans le cadre de ses fonctions, ce comité examine chaque année le programme

de travail du Centre de l'information économique et sociale. Le Comité a tenu sa première session à Rome en septembre 1974 et a obtenu de bons résultats. En fait, on peut dire que la coopération entre les différents services d'information des organismes des Nations Unies dans le domaine économique et social a bien progressé depuis deux ou trois ans. La publication du Centre de l'information économique et sociale intitulée *Forum du développement* offre un bon exemple de cette coopération.

2. La documentation publiée par le Centre de l'information économique et sociale dans la nouvelle collection intitulée "Faits", provient des différentes institutions, mais c'est le Centre qui la met en forme et en assure la distribution auprès des organisations et milieux intéressés. Cette publication marque donc un progrès dans le sens de l'intégration d'opérations auparavant distinctes.

3. Répondant à une question posée par le représentant de la République-Unie de Tanzanie (1641^e séance) au sujet de la situation administrative du Centre de l'information économique et sociale, M. Akatani dit que ce centre fait partie du Service de l'information et relève donc du Sous-Secrétaire général à l'information, qui en arrête les politiques, avec l'aide d'un comité interservices composé de représentants du Bureau des affaires interorganisations et de la coordination, du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et de

représentants des institutions reliées à l'ONU. Précisant un point soulevé aussi par le représentant des Pays-Bas, M. Akatani explique que le Centre de l'information économique et sociale n'est ni une division axée sur les moyens d'information ni une division fournissant des services; c'est une unité administrative, qui a pour tâche d'apporter des idées en matière d'information économique et sociale à toutes les divisions du Service de l'information et de servir à cet égard de "point de convergence" pour les organismes des Nations Unies, comme le prévoit la résolution 1806 (LV) du Conseil économique et social. M. Akatani a récemment prié le Directeur du Centre d'assumer la responsabilité de tous les arrangements à prendre avec les institutions spécialisées en matière d'information économique et sociale pour le nouveau Comité interorganisations du programme de l'information.

4. M. Akatani précise, à l'intention du représentant de la République-Unie de Tanzanie, que le Service de l'information ne pouvait guère ne pas prévoir la population parmi les grands thèmes d'information en 1974 alors que l'Assemblée générale a désigné 1974 comme l'Année mondiale de la population et qu'une Conférence mondiale de la population s'est tenue au cours de l'année à Bucarest.

5. M. Akatani regrette de ne pouvoir donner de renseignements sur l'ordre de grandeur des ressources allouées à chaque thème d'information, du fait que le budget biennal a été établi par services plutôt que par programmes d'activités. Cependant, vu la nécessité d'évaluer le rendement d'un programme de travail axé sur différents thèmes, le Service de l'information a entrepris d'appliquer un nouveau système de comptabilité par thèmes, qui permettra un contrôle continu des efforts déployés dans le cadre de chacun d'eux. On disposera donc plus tard des renseignements demandés.

6. Quant aux "rencontres", dont il est question au paragraphe 17 du rapport du Secrétaire général et sur lesquelles le représentant de la République-Unie de Tanzanie s'interrogeait, M. Akatani estime que cette méthode permet d'assurer une diffusion plus large et plus détaillée de renseignements sur les activités de l'ONU. Une "rencontre" de deux ou trois jours réunit des spécialistes éminents du développement économique et social et une vingtaine de représentants des organes d'information du monde entier, qui peuvent ainsi examiner sérieusement une question. Plusieurs rencontres de ce genre ont été organisées par le Centre de l'information économique et sociale, peu de temps avant la troisième session de la CNUCED et la Conférence mondiale de la population, ainsi qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'OMS, du dixième anniversaire du Programme alimentaire mondial, du dixième anniversaire de la CNUCED et de la première Journée mondiale d'information sur le développement. On prévoit d'en organiser d'autres à l'occasion de l'Année internationale de la femme et de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains. Si ces rencontres sont bien organisées et si les participants ont été bien choisis, elles peuvent être le meilleur moyen d'atteindre les milieux influents de l'opinion publique, car les articles des journalistes éminents qui y participent sont publiés sans modification.

7. En ce qui concerne les trois autres types de réunions qu'organise le Service de l'information, à savoir les tables rondes de rédacteurs en chef, les conférences d'organisations non gouvernementales et les réunions de directeurs des centres d'information, ce sont généralement des réunions régionales, organisées au siège d'une commission économique régionale, en collaboration avec les hauts fonctionnaires et le secrétaire exécutif de la commission, ce qui permet entre autres de réduire les dépenses. Une table ronde de rédacteurs en chef permet à des fonctionnaires supérieurs de l'Organisation d'informer des journalistes éminents des grands problèmes dont s'occupe chaque commission régionale. De ce fait, la presse de la région rend ensuite mieux compte de tout ce qui concerne l'Organisation. Les conférences régionales d'organisations non gouvernementales réunissent les représentants des principales organisations de ce type dans la région, lesquels d'ailleurs s'y rendent à leurs frais. Le but de ces conférences est d'inciter les organisations non gouvernementales à prendre de nouvelles initiatives pour concrétiser et accroître le soutien du public à l'Organisation. Enfin, les réunions de directeurs des centres d'information, qui sont surtout des réunions internes, analogues à celles qu'organisent la plupart des gouvernements qui ont des services d'information à l'étranger, permettent aux directeurs des centres d'avoir des contacts personnels avec des fonctionnaires du Siège, de la commission économique régionale locale et des fonctionnaires de l'information des institutions spécialisées. Tenues régulièrement, tous les quatre ou cinq ans, dans chaque région, ces réunions permettent d'augmenter l'efficacité des centres et d'améliorer la coordination entre les organismes des Nations Unies. Vu l'intérêt que la Cinquième Commission a manifesté pour ces réunions régionales, M. Akatani mettra à sa disposition désormais les rapports de ces réunions au Groupe consultatif de l'information.

8. Le regroupement de toutes ces réunions serait plutôt difficile, vu que les objectifs et les participants ne sont pas les mêmes. Cependant, afin de réduire les frais de voyage, la prochaine conférence d'organisations non gouvernementales et la prochaine réunion régionale de directeurs des centres d'information se tiendront toutes deux au début du mois de juin 1975 au siège de la CESAP. La prochaine table ronde de rédacteurs en chef devrait se tenir à Genève pendant la session d'été du Conseil économique et social.

9. On a fait observer à plusieurs reprises qu'en prenant acte du rapport du Secrétaire général la Cinquième Commission ne prendrait pas pour autant d'engagements financiers. Le Service de l'information, tout comme la Division du budget, est bien d'accord à ce sujet. Il est évident que la Commission ne saurait approuver de nouvelles politiques ou de nouveaux programmes sans avoir un état détaillé de leurs incidences financières, lesquelles seront exposées dans le prochain projet de budget-programme. En 1975, le Service de l'information devra demander une augmentation de ses ressources, et c'est alors seulement que la Commission devra prendre une décision sur les incidences financières des propositions du Secrétaire général.

10. La Commission est également responsable de l'orientation des activités du Service de l'information, et il faut espérer qu'elle continuera à s'occuper de ces questions de fond même l'année où elle n'a pas de projet de budget-programme à examiner. Le Service de l'information est un département organique, dont les activités font partie des travaux de fond de l'Organisation, et il a besoin de directives à cet égard que seule la Cinquième Commission peut lui donner. C'est ce qu'il attend d'elle à la session en cours, et les observations faites par plusieurs délégations à propos du rapport du Secrétaire général lui seront précieuses pour planifier ses activités en fonction des désirs des Etats Membres. Il faut donc se réjouir que la Commission ait eu le temps, à la session en cours, d'examiner à fond la question des politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information.

11. M. ELIOPOULOS (Grèce) considère que l'amélioration de l'image générale que le public a de l'Organisation, et que le Secrétaire général signale au paragraphe 1 de son rapport, est due en grande partie au travail accompli par le Service de l'information. Ce dernier a un rôle essentiel à jouer : il est l'intermédiaire entre l'ONU et le public, dont il faut gagner l'appui à l'Organisation si l'on veut que les activités de l'ONU soient efficaces. C'est là un travail qui demande de nombreuses qualités intellectuelles et morales. Le fait que ce service ne demande pas de crédits additionnels prouve que ceux qui le dirigent ont un sens élevé de leurs responsabilités. Il ne faudrait cependant pas que des considérations financières conduisent à négliger certains domaines au profit d'autres.

12. Certaines délégations ont déclaré que le Service de l'information avait délibérément déformé leurs propos. La délégation grecque a été quelquefois victime de certaines erreurs mais, loin d'y voir une malveillance, elle en a rejeté la faute sur les conditions de travail propres à ce service.

13. Se référant à la déclaration du représentant du Ghana à la séance précédente, M. Eliopoulos dit que, loin de prendre ombrage de l'influence acquise par le tiers monde, l'Organisation est très heureuse de voir sa composition s'élargir et se parfaire l'universalité qui doit être la sienne.

14. M. MAGAGI (Niger) est très heureux que l'image générale que le public a de l'Organisation se soit améliorée de façon encourageante. Mais il faut se méfier à la fois des sondages et de l'opinion publique. Cette dernière est versatile et juge l'Organisation selon ses derniers résultats. Il semblerait que ce soit surtout dans les pays du tiers monde qu'on suive de près les activités de l'ONU. Quand le Secrétaire général se rend dans un de ces pays, il y est reçu comme un chef d'Etat, tandis qu'ailleurs sa visite passe inaperçue. C'est donc dans les pays situés de part et d'autre de l'océan Atlantique que l'on doit s'efforcer de faire mieux connaître les activités de l'Organisation.

15. En ce qui concerne la situation dans la région soudano-sahélienne, il faudrait intensifier la campagne d'information pour sensibiliser davantage l'opinion publique au problème de la sécheresse et aux besoins actuels de la région. Or, et c'est regrettable, aucun pays du Sahel ne fait partie du Groupe consultatif de l'information

et ne peut donc y faire les suggestions qu'il serait le mieux à même de formuler. En outre, le seul centre d'information de Dakar ne peut couvrir efficacement toute la zone sahélienne. Peut-être faudrait-il créer d'autres centres d'information. Selon certains spécialistes, la désertification des pays soudano-sahéliens est un fait inéluctable, mais on a déjà vu reverdir des déserts grâce à l'évolution des techniques et à la volonté des hommes. Peut-être l'opinion internationale n'est-elle pas consciente de la gravité de la situation. A son retour d'Afrique, le Secrétaire général a lancé un appel, et il faut espérer que d'autres voix se joindront à la sienne.

16. Mlle BASTOS (Portugal) a lu avec grand intérêt le rapport du Secrétaire général sur les politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information. Elle félicite en particulier le Service de l'information du travail qu'il accomplit dans le domaine des droits de l'homme.

17. Il est réconfortant que le public soit de plus en plus au courant des travaux de l'Organisation des Nations Unies. La transmission d'informations sur ses travaux dans les domaines des droits de l'homme et du progrès économique et social est capitale pour les pays développés comme pour les pays en voie de développement. Dans les premiers, l'utilisation massive des organes d'information dans ces domaines pourrait inciter le public et les autorités à apporter leur appui matériel à l'Organisation. Dans les seconds, les programmes des Nations Unies pourraient catalyser les aspirations des populations. C'est à cet égard que les centres d'information régionaux jouent un rôle important : ils devraient disposer non seulement de moyens modernes de communication mais aussi d'un personnel suffisant pour pouvoir utiliser des moyens traditionnels de communication dans les régions où ceux-ci seraient peut-être plus efficaces.

18. Se référant au paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général, où il est question de la capacité opérationnelle du réseau de centres d'information, Mlle Bastos insiste sur le fait que, vu la situation financière de l'Organisation, les dépenses au titre de l'information doivent être maintenues dans des limites raisonnables. A cet égard, elle se réjouit qu'il ne soit pas demandé de crédits additionnels.

19. Le Service de l'information doit, tout en diffusant des informations sur les activités de l'Organisation, chercher à améliorer autant que possible sa propre efficacité. Dans les paragraphes 11, 15, 16 et 17 de son rapport, le Secrétaire général présente un programme de réunions fort intéressantes, mais dont on peut se demander si elles sont vraiment utiles et nécessaires. Les explications que le Sous-Secrétaire général à l'information a données à ce propos sont certes judicieuses, mais il faudrait s'attacher à maintenir les frais que ces réunions entraînent à un montant raisonnable.

20. Dans le même ordre d'idées, il faut encourager les directeurs des centres d'information à ne pas trop augmenter leur personnel mais à le répartir de façon différente et à réévaluer les diverses activités. L'assurance donnée par le Secrétaire général selon laquelle seules des personnes ayant les plus hautes compétences professionnelles seront nommées directeurs des centres d'information devrait être une garantie à cet égard.

21. Il ne faut pas que le Service de l'information se bureaucratise à l'excès ni absorbe une proportion trop élevée des ressources financières de l'Organisation. La délégation portugaise espère que les rapports futurs donneront quelques explications sur les incidences financières des politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information.

22. M. OCHIRBAL (Mongolie) rappelle que l'information du public, dans tous les pays, est une nécessité impérieuse. En Mongolie, les organes d'information accordent une grande attention à ce qui se passe à l'ONU et dans le système des Nations Unies, et ils font grand cas des décisions prises par l'Assemblée générale.

23. La délégation mongole est heureuse que le public ait une meilleure image de l'Organisation, comme il ressort du paragraphe 1 du rapport du Secrétaire général. Cela contraste avec la tendance à diffuser le pessimisme à l'égard de l'Organisation, et, partant, avec l'indifférence que l'on rencontre dans certains pays, et à New York notamment. L'ONU n'est pas une institution parfaite : elle manque parfois d'efficacité; mais cela ne justifie pas qu'on cherche à la dénigrer, comme essaient de le faire certains éléments réactionnaires et impérialistes qui voudraient qu'elle ait le sort qu'a connu la Société des Nations.

24. Les résultats atteints par le Service de l'information sont dignes d'éloges. Ce service pourrait cependant renforcer les liens qu'il a avec les services nationaux d'information, ce qui leur permettrait de diffuser davantage d'informations sur les aspects les plus importants des activités de l'ONU. A cet égard, le Groupe consultatif de l'information pourrait jouer un rôle important. Il faudrait également corriger certains défauts, comme ceux qu'on a signalés dans les communiqués de presse. Des sujets comme le maintien de la paix et de la sécurité internationales et l'arrêt de la course aux armements devraient faire l'objet d'une meilleure publicité. La délégation mongole appuie les mesures de renforcement du Service de l'information qui sont exposées dans le rapport du Secrétaire général, mais elle espère que celles-ci n'entraîneront pas de dépenses exagérées.

25. M. Sanallah KHAN (Pakistan) félicite le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, qui, au paragraphe 2 de son rapport (A/9608/Add.3), a attiré l'attention sur le fait qu'il ne faut pas dissocier l'examen des activités et méthodes d'information de celui des incidences financières desdites activités. Cependant, il ne faudrait pas non plus que seules des considérations financières déterminent la nature et la portée des activités d'information. Si le Sous-Secrétaire général à l'information doit être félicité de sa modération et de n'avoir pas demandé de crédits additionnels, on aimerait pourtant être sûr que cela ne signifie pas qu'il y a eu une baisse de la qualité et une réduction de la diffusion des informations sur l'Organisation.

26. Se référant à l'amélioration de l'image générale que le public a de l'Organisation, et que le Secrétaire général signale au paragraphe 1 de son rapport, M. Khan fait

observer que ce qui touche le plus le public, en fin de compte, ce sont les résultats obtenus. La propagande et les efforts d'information ne sont à cet égard que des adjuvants. L'Organisation ne conservera l'estime dont elle jouit que si elle s'attaque de front aux problèmes économiques et politiques du monde.

27. D'autre part, le soutien que l'Organisation reçoit de ses propres Membres, notamment de ceux qui ont le plus d'influence sur l'opinion publique, est un autre facteur indispensable de sa réussite. A l'heure actuelle, on se trouve malheureusement dans une situation où cinq ou six pays, qui se trouvent être parmi les fondateurs mêmes de l'Organisation, contrôlent la plus grande partie des organes d'information du monde. Si ces pays ne sont pas satisfaits de l'Organisation et de ses politiques, tous les autres pays et le Service de l'information ont d'autant plus de mal à corriger la mauvaise impression qu'ils répandent. Certains de ces pays sentent peut-être qu'ils exercent moins d'influence qu'autrefois à l'Organisation. Si ceux qui ont une influence déterminante sur l'opinion mondiale, notamment les dirigeants politiques des pays développés, ne font pas l'effort d'expliquer à leurs populations les avantages réciproques que présente la coopération, la désaffection à l'égard de l'ONU dans ces pays risque fort de continuer à augmenter, ce qui pourrait avoir de graves répercussions sur la paix et le développement économique.

28. Le représentant de l'Arabie Saoudite a suggéré, à la 1642^{ème} séance, que l'ONU ait un jour son propre satellite de radiodiffusion, et M. Khan a bon espoir que ce rêve deviendra réalité. Quant à la possibilité pour l'ONU d'avoir sa propre station émettrice de radio pour diffuser, par exemple, les débats des organes de l'ONU, l'idée est d'autant plus intéressante que ladite station pourrait émettre des programmes éducatifs à l'intention de millions de personnes dans le monde, en collaboration avec l'UNITAR et l'Université des Nations Unies.

29. M. MOLTENI (Argentine) annonce, comme suite à sa déclaration précédente (1641^{ème} séance), dans laquelle il a dit que le Gouvernement argentin appuyait sans réserve les activités du Centre d'information des Nations Unies à Buenos-Aires, que son gouvernement vient de lui communiquer qu'il a l'intention de verser une contribution volontaire pour les programmes actuels et les programmes à venir de ce centre.

30. M. EKKER (Pays-Bas) remercie le Sous-Secrétaire général à l'information des précisions qu'il a données. D'une manière générale, les débats que la Commission consacre à la question de l'information sont nécessairement un peu ambigus, d'autant que la question doit être examinée en même temps que le point de l'ordre du jour relatif au budget.

31. En effet, il est naturel que les incidences financières des activités de l'ONU dans le domaine de l'information retiennent tout particulièrement l'attention de la Commission, et il n'y a pas d'autre instance que la Cinquième Commission qui puisse examiner les politiques de l'ONU dans le domaine de l'information. Alors que les questions purement budgétaires sont désormais examinées tous les

deux ans dans le cadre de l'examen du budget-programme d'un exercice biennal, les politiques en matière d'information doivent être examinées chaque année. C'est pourquoi la délégation néerlandaise juge nécessaire de s'étendre sur un certain nombre d'aspects des politiques de l'ONU dans le domaine de l'information sans toutefois perdre de vue les incidences financières de ces activités. La délégation néerlandaise a accordé une attention particulière à un aspect financier trop souvent négligé, à savoir le fait que bon nombre des activités de l'ONU entraînant des dépenses extrêmement importantes risquent d'être compromises si les activités d'information correspondantes sont inadéquates.

32. Dans ses déclarations aux deux séances précédentes, le Sous-Secrétaire général à l'information a cité des exemples d'importantes activités de l'ONU dont l'élément "information" est inadéquat ou même inexistant, comme la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la Conférence mondiale de l'alimentation, l'Année internationale de la femme et les opérations de secours au Sahel. La délégation néerlandaise craignait que l'on n'ait pas prévu assez de crédits pour les tâches d'information relatives à ces activités, et ses craintes se sont donc révélées fondées. Certes, ni la sixième session extraordinaire ni la tragédie du Sahel et celle du Honduras ne pouvaient être prévues par l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session. Par contre, les questions de l'Année internationale de la femme et de la Conférence mondiale de l'alimentation avaient été examinées lors de cette session et il aurait été de bonne politique d'en tenir compte dans les crédits demandés pour le Service de l'information. Il n'était guère réaliste de prévoir 10 000 dollars pour l'information au sujet de la Conférence mondiale de l'alimentation. Les renseignements donnés par le Sous-Secrétaire général ont confirmé que l'élément "information" d'importantes activités de l'ONU n'est pas, en général, inclus dans les décisions relatives aux incidences financières approuvées par l'Assemblée générale. Cette situation doit faire l'objet d'une réévaluation réaliste de la part de la Commission, qui serait d'ailleurs conforme aux vues que le Comité consultatif expose au paragraphe 2 de son rapport.

33. Enfin, en ce qui concerne l'incorporation de l'effectif du Centre de l'information économique et social à l'effectif permanent du Service de l'information, M. Ekker rappelle que le Gouvernement des Pays-Bas n'a jamais assorti d'aucune condition l'augmentation ou la diminution de ses contributions au Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale. Au contraire, lors de la vingt-huitième session comme à la session en cours, la délégation néerlandaise a déclaré que l'incorporation de l'effectif du Centre à celui du Service de l'information était une conséquence de la décision prise par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session d'incorporer le Centre au Service de l'information. A la vingt-huitième session déjà, la délégation néerlandaise avait indiqué que cela ne devait pas nécessairement entraîner une augmentation exactement correspondante de l'effectif permanent du Service de l'information et que l'on pourrait, comme le Comité consultatif l'avait suggéré, réajuster plutôt l'effectif global du Service de l'information. La délégation

néerlandaise remercie le Sous-Secrétaire général à l'information des renseignements qu'il a donnés sur les arrangements pris pour incorporer le Centre de l'information économique et sociale au Service de l'information et d'avoir offert de communiquer à l'avenir à la Cinquième Commission des rapports du Groupe consultatif de l'information.

34. M. MSELLE (République-Unie de Tanzanie) remercie le Sous-Secrétaire général à l'information d'avoir répondu aux questions qu'il avait posées à la séance précédente. Il est heureux d'apprendre qu'en 1975 le Service de l'information s'efforcera d'organiser plusieurs réunions régionales au même moment. En ce qui concerne les questions qu'il avait posées à propos du paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général, M. Mselle a appris avec satisfaction que le Service de l'information se proposait d'utiliser à l'avenir un système de comptabilité fondé sur les différents thèmes de l'information. Le nouveau système permettra sûrement de mieux comparer les ressources allouées à chaque thème. En ce qui concerne la population, M. Mselle n'est pas opposé à ce qu'elle constitue un thème d'information distinct; il craignait seulement qu'on n'accorde à cette question un rang de priorité trop élevé par rapport à des thèmes tels que les droits de l'homme, l'*apartheid* et la décolonisation. Il considère personnellement que la population fait partie du thème plus large que constitue la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

35. En ce qui concerne la dernière observation faite par le représentant des Pays-Bas, M. Mselle avait cru comprendre que le Sous-Secrétaire général proposait de communiquer les rapports des réunions des directeurs de centres d'information au Groupe consultatif de l'information et non pas à la Cinquième Commission. Il serait peut-être utile que le Sous-Secrétaire général précise ce qu'il a voulu dire exactement.

36. M. BOYE (Sénégal) dit que le Gouvernement sénégalais se félicite de l'ouverture à Dakar d'un Centre d'information des Nations Unies, auquel il accordera toute l'aide nécessaire.

37. La sécheresse n'est qu'un des problèmes qui se posent à la région soudano-sahélienne, lesquels sont multiples et variés. La délégation sénégalaise fait confiance au Sous-Secrétaire général à l'information et est convaincue que celui-ci accordera toute l'attention voulue aux problèmes qui se posent et qu'il s'efforcera de trouver les solutions les meilleures.

38. M. AKATANI (Sous-Secrétaire général à l'information) remercie les représentants des Pays-Bas et de la République-Unie de Tanzanie des observations qu'ils ont faites. Il rappelle qu'il a effectivement proposé de communiquer à la Commission les rapports des réunions des directeurs de centres d'information adressés au Groupe consultatif de l'information.

39. Il remercie vivement le représentant de l'Argentine de la décision de son gouvernement de fournir un appui financier au centre d'information de Buenos-Aires.

40. M. LAVAU (Directeur de la Division du budget) dit que le nouveau système de comptabilité lui permettrait déjà de fournir certains renseignements sur la façon dont les ressources sont réparties entre les grands thèmes d'information. Il n'est cependant pas encore en mesure de donner des renseignements pour tous les thèmes ni des précisions sur les dépenses de personnel. Il serait déjà possible de réunir des renseignements partiels sur les différents documents consacrés aux différents thèmes, et sur les différents films et programmes radiophoniques réalisés sur chaque thème, et même, dans ce dernier cas, de donner quelques précisions sur le personnel qui a contribué à la réalisation de ces films et programmes. Le système de comptabilité analytique sera étendu à tous les services de l'ONU, y compris au Service de l'information et aux services installés à Genève. Grâce à ce système, il sera possible également d'indiquer le temps consacré à chaque thème par chaque fonctionnaire.

41. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objections, il considérera que la Commission décide de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Secrétaire général (A/C.5/1605) et de faire siennes les observations que le Comité consultatif a formulées au paragraphe 2 de son rapport (A/9608/Add.3).

Il en est ainsi décidé.

42. Le PRESIDENT dit que, en ce qui concerne les incidences financières éventuelles des propositions faites dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1605), il considérera, s'il n'y a pas d'objections, que la Commission accepte que les observations faites à ce sujet par diverses délégations soient consignées dans le rapport de la Commission.

Il en est ainsi décidé.

Locaux de l'Organisation des Nations Unies à Addis-Abeba, à Bangkok et à Santiago du Chili (A/9608/Add.4, A/C.5/1596)

43. M. RHODES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) appelle l'attention de la Commission sur une correction à apporter au paragraphe 5 du rapport du Comité consultatif (A/9608/Add.4).

44. A Santiago du Chili, les travaux de construction n'ont toujours pas commencé, mais à Addis-Abeba et à Bangkok les travaux progressent, bien qu'à Addis-Abeba ils soient quelque peu en retard sur le calendrier prévu. Les principaux problèmes financiers auxquels on se heurte à Addis-Abeba et à Bangkok sont imputables aux effets de l'inflation et des dévaluations sur les marchés conclus en monnaie locale. Les provisions pour imprévus ont été complètement utilisées et il est presque certain qu'il faudra des fonds supplémentaires pour pouvoir terminer les deux projets.

45. Dans le cas d'Addis-Abeba, le Secrétaire général ne demande pas de crédits additionnels pour l'exercice 1974-1975, mais il estime qu'il faudra engager des

dépenses supplémentaires d'environ 600 000 dollars pendant l'exercice 1976-1977. Pour Bangkok, il prévoit dès à présent la nécessité d'un crédit additionnel de 215 000 dollars pour l'exercice biennal en cours, sans compter les dépenses supplémentaires auxquelles il faudra peut-être faire face du fait que les entrepreneurs ont demandé une révision des prix. Au paragraphe 8 de son rapport, le Comité consultatif met en garde contre l'idée d'accepter trop facilement les révisions de prix en hausse et il propose que l'on procède à une enquête minutieuse sur les coûts et les bénéfices des entrepreneurs. C'est ce qu'on fait déjà à Bangkok, où se trouve une mission composée d'un vérificateur des comptes et d'un ingénieur chargés d'examiner le bien-fondé des demandes des entrepreneurs. Quand on examine ces demandes, il importe de distinguer entre les paiements prévus dans le contrat et ceux qui n'y sont pas prévus. Le Comité consultatif croit comprendre que les 600 000 dollars supplémentaires pour Addis-Abeba et les 215 000 dollars supplémentaires pour Bangkok sont des obligations d'ordre contractuel. Mais les autres demandes relatives aux travaux de Bangkok semblent être d'ordre extra-contractuel.

46. Enfin, au paragraphe 9, le Comité consultatif recommande que le personnel du Service de vérification intérieure des comptes de l'ONU vérifie régulièrement l'exécution des marchés passés pour les divers travaux de construction afin de s'assurer que les clauses en sont bien respectées.

47. M. ALCONCEL (Philippines) dit que, de toute évidence, les difficultés auxquelles se heurte l'exécution des travaux de construction à Addis-Abeba et à Bangkok sont imputables aux effets de la hausse des prix, de l'inflation, de la dévaluation du dollar des Etats-Unis et de la réévaluation des monnaies dans les régions intéressées. Ce qui frappe la délégation philippine, c'est que, bien que la résolution par laquelle les travaux de construction en question ont été approuvés date de 1970, les travaux proprement dits n'ont commencé qu'en 1973. Or l'inflation est un phénomène que l'on connaît depuis des années et dont on aurait dû tenir compte lors de l'établissement des projets. Il se demande si le Bureau des services généraux a fait une étude suffisamment approfondie de la question avant de soumettre ses propositions à l'Assemblée générale. Le Comité consultatif indique dans son rapport qu'aucune clause des contrats n'oblige l'Organisation à supporter les conséquences de l'inflation et des réalignements monétaires, mais M. Alconcel a cherché en vain dans le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation — à l'article 10.5 et dans les règles de gestion financière 110.16 à 110.24 — une disposition relative à la nécessité d'inclure dans les contrats une "garantie de bonne exécution" qui obligerait les entrepreneurs à s'en tenir strictement aux termes du contrat. Si une disposition de ce genre n'existe pas, il est grand temps d'en recommander une.

48. La délégation philippine félicite vivement le Comité consultatif d'avoir recommandé que l'on vérifie régulièrement l'exécution des marchés passés pour les divers

travaux de construction afin de s'assurer que les clauses en sont bien respectées. Elle regrette, cependant, que le Comité consultatif ne puisse accepter l'idée d'une demande de crédits additionnels pour pouvoir couvrir le coût supplémentaire des travaux de construction à Bangkok imputable aux effets de l'inflation et aux réalignements monétaires.

49. M. TIMBRELL (Cabinet du Sous-Secrétaire général aux services généraux) précise, à l'intention du représentant des Philippines, que le Bureau des services généraux fait toujours une étude très approfondie des projets de construction avant que les travaux soient entrepris. Dans le cas d'Addis-Abeba et de Bangkok, le Bureau a fait une étude des besoins à prévoir pour les 10 années à venir. Lorsque cette étude a été achevée, elle a été soumise aux architectes pour qu'ils établissent un avant-projet. Après l'évaluation de cet avant-projet, on a fait une situation détaillée des coûts, qui a permis de mettre au point les plans des architectes. C'est alors seulement que le Secrétaire général a passé les marchés. Certes, dans les deux cas dont la Commission s'occupe, les travaux n'ont effectivement commencé qu'en 1973, alors que les deux projets avaient été approuvés par l'Assemblée générale en 1970, mais, au dernier moment, des problèmes se sont posés quant aux délais de construction et il a fallu les résoudre avant de pouvoir commencer les travaux. En ce qui concerne la "garantie de bonne exécution", bien qu'il n'y ait aucune disposition à ce sujet dans le règlement financier, elle figure dans les contrats, où il y a aussi des clauses prévoyant des pénalités ou des primes selon que les travaux seront terminés après ou avant la date prévue. La garantie de bonne exécution consiste à retenir 10 p. 100 du montant du marché pendant une année à compter de la date d'achèvement des travaux.

50. M. PALAMARTCHOUK (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que la question des locaux de l'ONU est loin d'être nouvelle. Elle s'est déjà posée à Genève et à New York, et chaque fois les dépenses ont dépassé les crédits approuvés. C'est encore le cas cette fois-ci. Certes, on explique les dépassements de crédits par l'inflation et l'instabilité monétaire, mais ces phénomènes ne sont pas nouveaux : le problème a déjà été étudié en 1966 par le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, et, à l'époque, celui-ci avait formulé dans son deuxième rapport¹ des recommandations que le Comité consultatif avait approuvées, tendant à ce que le Secrétariat s'efforce, dans toute la mesure possible, de couvrir les dépenses additionnelles résultant de ces facteurs dans les limites des crédits approuvés, en réalisant des économies à d'autres chapitres du budget. Or, le Secrétariat semble préférer la solution de facilité qui consiste à demander aux Etats Membres de voter des crédits additionnels. La délégation soviétique ne peut admettre cette pratique, et elle ne pourra donc approuver les augmentations de crédits prévues dans le rapport du Secrétaire général.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343.

51. M. SCHMIDT (République fédérale d'Allemagne) fait observer que l'augmentation annoncée dans le coût de la construction des locaux d'Addis-Abeba (A/C.5/1596, par. 5) est de 496 000 dollars, soit 8 p. 100 du coût initialement prévu, et que ce taux est précisément celui de la dévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport au dollar éthiopien. De même, les augmentations prévues à Bangkok correspondent au taux de dévaluation du dollar par rapport au baht. Dans la mesure où la plupart des matériaux ne sont pas achetés sur place mais importés et où les fluctuations monétaires dans le pays considéré n'influent pas nécessairement sur leur coût, M. Schmidt se demande si la méthode de calcul qui consiste à appliquer simplement aux montants initialement prévus le taux de la dévaluation du dollar par rapport à la monnaie considérée n'est pas un peu dangereuse. Elle n'est en fait acceptable que s'il est bien entendu que les chiffres ainsi obtenus n'ont qu'une valeur indicative et n'engagent nullement la Commission à approuver l'inscription de montants correspondants au prochain budget biennal.

52. Le PRESIDENT estime que les augmentations considérées reflètent davantage l'inflation, c'est-à-dire la hausse des coûts locaux, que l'instabilité monétaire.

53. En attendant que des calculs plus précis soient faits, la Commission pourrait considérer que les chiffres donnés dans le rapport du Secrétaire général n'ont qu'une valeur indicative et ne l'engagent nullement pour l'avenir.

54. M. TIMBRELL (Cabinet du Sous-Secrétaire général aux services généraux) approuve l'interprétation donnée par le Président.

55. Comme en témoigne le paragraphe 5 du rapport du Secrétaire général, le Secrétariat n'a épargné aucun effort pour réaliser des économies : après la première dévaluation du dollar éthiopien, il n'a pas proposé d'augmenter le montant inscrit au budget et a réexaminé au contraire les plans de construction, supprimé certains éléments et décidé de remplacer certains matériaux par d'autres, afin de réduire les coûts et d'absorber dans les limites des crédits approuvés l'augmentation résultant de la dévaluation. Le montant actuellement prévu – 600 000 dollars – a été calculé compte tenu de ces économies.

56. M. MOLTENI (Argentine) partage l'avis exprimé par le Comité consultatif au paragraphe 8 de son rapport, à savoir qu'il ne faut pas accepter trop facilement des révisions de prix en hausse, puisque les contrats passés à Bangkok pour les travaux de construction ne contiennent pas de clause obligeant l'ONU à supporter les conséquences de l'inflation.

57. M. BOUAYAD-AGHA (Algérie) voudrait savoir si c'est en sa qualité de président de la Commission ou de représentant de la Grèce que M. Caranicas vient de s'adresser à la Commission.

58. Il aimerait recevoir du représentant du Secrétaire général des précisions sur la façon dont on a calculé le taux des dévaluations à Bangkok et à Addis-Abeba.

59. Le **PRESIDENT** fait observer que la Grèce a deux représentants à la Cinquième Commission, et que lui-même ne prend la parole qu'en sa qualité de président.

60. **M. TIMBRELL** (Cabinet du Sous-Secrétaire général aux services généraux) explique que, dans le cas d'Addis-Abeba comme dans celui de Bangkok, le taux de la dévaluation a été calculé par les services financiers des commissions, qui ont soumis leurs calculs au Bureau des services financiers du Siège. Celui-ci les a examinés et trouvés exacts, étant entendu que les taux ainsi calculés ont une valeur indicative et pourront être ajustés lorsqu'on disposera des chiffres définitifs.

61. Le **PRESIDENT** propose à la Commission de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte des rapports du Secrétaire général (A/C.5/1596) et du Comité consultatif (A/9608/Add.4) sur les locaux de l'Organisation des Nations Unies à Addis-Abeba, à Bangkok et à Santiago du Chili.

62. **M. PALAMARTCHOUK** (Union des Républiques socialistes soviétiques) aimerait voir figurer dans le texte de la décision les mots "compte tenu des observations formulées par les délégations pendant l'examen de cette question".

63. Le **PRESIDENT** assure le représentant de l'Union soviétique que toutes les observations des délégations seront dûment consignées dans le compte rendu analytique et figureront dans le rapport de la Commission. Il ajoute que, s'il n'y a pas d'objections, il considérera que la Commission adopte sa proposition.

Il en est ainsi décidé.

POINT 76 DE L'ORDRE DU JOUR

Corps commun d'inspection [A/9603 (chap. VI, sect. G), A/C.5/1592 et Corr. 1, A/C.5/1598, A/C.5/L.1169, A/C.5/L.1172]:

- a) Rapports du Corps commun d'inspection (A/C.5/1598);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/C.5/1592 et Corr.1)

64. **M. STUART** (Royaume-Uni) se demande s'il est bien nécessaire que le Corps commun d'inspection présente chaque année un rapport sur ses activités, puisque les rapports que les inspecteurs établissent sur leurs divers travaux témoignent suffisamment de l'action du Corps commun et de l'intérêt qu'elle présente. A ce propos, **M. Stuart** a lu avec satisfaction les explications qui sont données au paragraphe 15 du rapport du Corps commun (voir A/C.5/1598).

65. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait suggéré en 1973 que le Corps commun présente un résumé plus succinct de ses activités, puisque l'Assemblée générale dispose déjà du texte intégral de ses divers rapports. Pour **M. Stuart**, ce résumé pourrait être encore plus court qu'il ne l'est actuellement et, pour chaque rapport, se limiter à une seule page.

66. Quant à la question de savoir si le Corps commun d'inspection devrait contrôler la suite donnée à ses propres recommandations, **M. Stuart** considère que cette tâche revient à la Cinquième Commission, à qui il appartient aussi d'approuver ou non les recommandations du Corps commun. Toutefois, la Commission est libre de demander aux inspecteurs de faire une nouvelle enquête lorsqu'elle estime que certaines recommandations ne sont pas appliquées comme il le faudrait.

67. Au paragraphe 21 de son rapport, le Corps commun d'inspection dit que les organes délibérants, en particulier l'Assemblée générale, ont de plus en plus tendance à demander des études approfondies de vaste portée. De ce fait, le Corps commun est beaucoup moins maître de son propre programme et a moins de temps à consacrer aux travaux qu'il entreprend de sa propre initiative. Si les organes délibérants doivent pouvoir demander au Corps commun d'entreprendre des études lorsqu'ils le jugent utiles, il faudrait néanmoins qu'ils fassent preuve de modération à cet égard afin de permettre aux organismes des Nations Unies de bénéficier des idées conçues indépendamment par les inspecteurs dans les études qu'ils entreprennent de leur propre initiative.

68. **M. NAUDY** (France) dit que sa délégation suit toujours avec beaucoup d'intérêt les travaux du Corps commun d'inspection et rend hommage aux inspecteurs pour la qualité de leurs rapports et de leurs études approfondies.

69. **M. Naudy** a lu avec satisfaction les explications qui sont données au paragraphe 15 du rapport du Corps commun sur l'interprétation des observations que le Comité consultatif avait formulées dans son rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session². En effet, s'il est utile que le Corps commun informe avec quelque précision les Etats Membres de ses activités, cette pratique ne devrait nullement compromettre son indépendance et sa liberté d'action qui sont véritablement sa raison d'être.

70. Au paragraphe 21 de son rapport, le Corps commun souligne la tendance des organes délibérants à demander aux inspecteurs de faire des études approfondies, ce qui lui laisse moins de temps pour les travaux d'inspection qu'il entreprend de sa propre initiative. Ces deux types d'activités – travaux d'inspection et études approfondies – étant extrêmement utiles, il importe d'établir entre eux un équilibre raisonnable. On ne peut pas refuser aux organes délibérants le droit de demander au Corps commun d'inspection de faire des études approfondies, mais il ne faut pas non plus que le Corps commun soit amené à abandonner ses fonctions d'inspection. Il faudrait que l'Assemblée générale réfléchisse à la question, comme le demande d'ailleurs le Corps commun, et qu'elle le fasse avant sa trente et unième session, à laquelle elle doit faire le bilan des divers organismes de contrôle de l'ONU.

La séance est levée à 13 h 5.

² Voir document A/9216, du 10 octobre 1973, par. 5.